

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Voies Navigables de France

23, île de la Loge

78380 BOUGIVAL

TRAVAUX DE RENOVATION GLOBAL DE LA MAISON ECLUSIERE

1, île de la Loge

78380 BOUGIVAL

CAHIER DES CLAUSES

TECHNIQUES PARTICULIERES

C.C.T.P.

LOT : Assainissement

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE.....	3
2	DESCRIPTION DES TRAVAUX	4
2.1	SECURITES COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES	4
2.2	COMPTE PRORATA	4
2.3	FRAIS D'INSTALLATION SUR LA VOIE PUBLIQUE	4
2.4	SECURITES COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES	5
2.5	PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS ET CONSERVES.....	6
2.6	TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	7
2.7	DOE	9
2.8	ESSAIS - RECEPTION.....	9
2.9	ANNEXES.....	10

1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour but de définir les travaux de rénovation de la Maison Eclésièr, située 1 île de la loge, 78380 BOUGIVAL.

Le maître d'ouvrage souhaite, par ces travaux de rénovation, améliorer la performance énergétique du bâtiment portant sur : l'isolation par intérieur des murs, l'isolation du plancher bas et des combles, la création d'un système de VMC hygroréglable de type A, le remplacement du système de chauffage avec une pompe à chaleur air/eau et également réaménager intégralement la maison en créant 2 nouvelles pièces dans le comble.

Les entreprises du LOT façades, étanchéité et VMC doivent impérativement compter avec la certification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) à jour :

- LOT Isolation : qualification Isolation thermique par l'intérieur Mention RGE, catégorie murs – technicité courante minimum.
- LOT Chauffage : qualification Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat collectif inférieur à 1000m²
- LOT VMC : qualification Installation VMC en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 100m² Mention RGE ventilation mécanique - technicité courante minimum.
- Qualification QUALIBAT minimum pour le reste de postes : électricien, échafaudier, carreleur, parquet ... y compris les sous-traitants.

2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1 SECURITES COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES

Les coloris et modénatures des façades respecteront la polychromie et les prescriptions du dossier de travaux exemptés de permis de construire et quand bien même ces prescriptions ne seraient pas jointes au présent dossier de consultation.

En tout état de cause ces prescriptions seront fournies par le maître d'œuvre, ou le maître de l'ouvrage, au plus tard à la transmission du VISA des études préalables aux travaux.

Avant tout démarrage général de l'opération, le titulaire du présent contrat est tenu de présenter :

- Les plans et détails d'exécution à l'approbation du maître de l'ouvrage et du bureau de contrôle ;
- Les fiches techniques de l'ensemble des produits et des matériaux à mettre en œuvre ;
- Les avis et différentes validations par l'Inspection du travail et les autorités compétentes des modes opératoires
- Un planning d'exécution
- Le plan d'installation de chantier
- Le PPSPS
- Les attestations de compétences des salariés
- Les déclarations préalables à l'embauche des salariés
- Un échantillon global grandeur nature de tous les revêtements de peinture.
- Le rapport d'huissier avant démarrage des travaux.

On pourra notamment distinguer l'ensemble des différentes phases d'exécution de l'opération.

Le titulaire du présent contrat ne saurait débiter l'ensemble de l'opération sans avoir obtenu l'accord du bureau de contrôle (s'il existe).

2.2 COMPTE PRORATA

Compte tenu du marché alloti, toutes les entreprises attributaires du présent marché, cotiseront de façon proportionnelle au montant de leur marché de base au compte prorata, qu'elles sous traitent une partie de leur travail ou pas, qu'elles utilisent ou pas les installations communes.

Il sera géré par l'entreprise adjudicatrice du lot n°1 qui en devient gestionnaire. Une convention de compte prorata sera établie par le gestionnaire, validée par les autres entreprises.

2.3 FRAIS D'INSTALLATION SUR LA VOIE PUBLIQUE

Selon le plan d'installation de chantier validé par la MOE et la MO, et si l'obligation d'emprise sur la voie publique se présente, l'entreprise se doit d'obtenir les autorisations et arrêtés nécessaires auprès des administrations et services concernés, au moins 1 mois avant le début des travaux.

Compte tenu du marché alloti, toutes les entreprises attributaires du présent marché, cotiseront de façon proportionnelle au montant de leur marché de base aux frais de voiries, qu'elles sous traitent une partie de leur travail ou pas, qu'elles utilisent ou pas les installations communes.

Une convention de compte prorata sera établie par le gestionnaire, validée par les autres entreprises.

2.4 SECURITES COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES

2.4.1 Généralités :

Les installations, objet du présent paragraphe, devront faire l'objet d'une validation préalable par le coordonnateur SPS sur :

- La méthodologie d'installation.
- Le mode opératoire (sous-section 4) utilisé pour les fixations des échafaudages à l'aide de chevilles et pitons.
- Le calepin des plateaux trappes de façon à permettre une exploitation des échafaudages dans des conditions optimales de sécurité, ainsi que sur les auvents et protections de zones de travail assurant la sécurité des résidents durant l'exécution de l'opération.
- Le bâchage de l'échafaudage
- Le confinement des parties des locaux occupés.

Ces méthodologies feront l'objet d'éléments détaillés dans le PPSPS dont la rédaction, la reproduction et l'envoi aux organismes de prévention et de contrôle des règles de sécurité est à la charge du titulaire.

D'autre part, si leur utilisation doit être préalablement contrôlée par un bureau de contrôle, les frais découlant de ce contrôle seront à la charge pleine et entière du titulaire.

Tous montages d'installations de sécurités seront faits par des personnes habilitées et dotées d'attestation de compétences.

2.4.2 Evaluation spécifiques liées aux travaux en présence d'amiante et plomb

Le RAAT fait état de non-présence d'amiante

Le RPAT fait état de présence de plomb dans les éléments suivants :

- Mur de refend (papier peint)
- Mur intérieur (papier peint)
- Mur extérieur (peinture)
- Embrasures des fenêtres (peinture)
- Embrasures des portes (peinture)
- Blocs portes intérieur (peinture)
- Plinthes bois (peinture)
- Garde-corps métallique (peinture)
- Contre-marche bois (peinture)
- Limon escalier bois (peinture)

- Plafond salle de bain R+1 (peinture)

A ce titre, l'entreprise remettra dans son offre les procédures appliquées en conséquence et détaillera l'ensemble des moyens de protection mis en œuvre, notamment en protections individuelles et collectives.

Elle s'appuiera notamment sur les logigrammes mis à disposition par la direction générale du travail (DGT – Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques), notamment celui concernant « *les opérations exposant à l'amiante sur des immeubles par nature ou par destination* » de décision d'intervention en sous-section 3 (retrait, confinement ou encapsulage de MCA) ou en sous-section 4 (intervention de maintenance, de réparation ou d'entretien sur un MCA ou à proximité d'un MCA).

Le titulaire du présent marché mettra en place les moyens de prévention adaptés à la nature de l'opération permettant d'éviter la dispersion de fibres d'amiante et poussières de plomb à l'extérieur de la zone de travail et d'assurer un niveau de protection des travailleurs équivalent à celui atteint en application des dispositions suivantes :

Lorsque la technique ou le mode opératoire mis en œuvre, compte tenu des moyens définis aux articles R. 4412-109, R4412-152 et R4412-156 à 160 du code du travail, génère un empoussièrement au seuil de concentration de premier niveau supérieur au seuil prévu à l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique, l'employeur appose, dans la zone de travail, un dispositif de protection résistant et étanche (film de propreté) sur les surfaces, les structures et les équipements présents non concernés par l'opération, non décontaminables et susceptibles d'être pollués. Le titulaire devra décrire dans son document unique les types de protection de surface mises en place pour chaque processus.

Lorsque la technique ou le mode opératoire mis en œuvre, compte tenu des moyens définis à l'article R. 442-109 du code du travail, génère un empoussièrement de deuxième niveau ou de troisième niveau, le titulaire procédera à l'arrêt complet des interventions générant un empoussièrement et se référera au Maître d'Ouvrage sur les mesures constatées. La décision d'adapter la teneur des travaux, de mise en place d'un confinement de la zone, ou d'abandon des travaux générant l'empoussièrement sera prise par le Maître d'Ouvrage après concertations.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage décide unilatéralement d'abandonner les travaux générant l'empoussièrement constaté, l'entreprise ne pourra réclamer aucune compensation au titre desdits travaux.

2.5 PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS ET CONSERVES

Le titulaire du présent contrat aura à sa charge la protection des différents ouvrages existants en contact ou simplement impactés, d'une façon ou d'une autre, par les travaux :

- Les châssis vitrés – vitrages et menuiseries
- Les espaces verts
- La fourniture et la pose de film polyane scotché au droit d'ouvrages pouvant être endommagée par des projections d'eau.
- La dépose des protections après les travaux de nettoyage, compris manutention et évacuation en décharge contrôlée.

Localisation : Pour l'ensemble des ouvrages existant, exposés et susceptibles d'être endommagés ou souillés pendant les travaux ou les opérations de nettoyage en fin de chantier.

2.6 TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT

Le titulaire du présent lot aura à sa charge l'ensemble des travaux d'assainissement du pavillon conformément à l'étude réalisée par la SERPA (Société d'Etudes et de Recherche pour l'Assainissement) en date du 27/03/23 et suivant les prescriptions du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

2.6.1 Travaux préparatoires

Le titulaire du présent marché à sa charge l'ensemble des travaux préparatoires, les travaux comprendront :

- Le pompage de la fosse septique existante
- Le traitement des effluents
- La condamnation de la fosse par terre du site et le compactage

Localisation : Pour l'ensemble des travaux préparatoires

2.6.2 Travaux de terrassement

Le titulaire du présent marché à sa charge l'ensemble des travaux de terrassement, les travaux comprendront :

- L'ouverture d'une fouille (environ 12m³) pour la pose de la filière compacte
- Le stockage sur site de la terre (environ 5m³)
- L'évacuation et la mise en décharge de la terre
- Le nivelage manuel du fond de fouille et compactage mécanique

Localisation : Pour l'ensemble des travaux de terrassement

2.6.3 Filière compacte

Le titulaire du présent marché à sa charge la création d'une filière compacte, les travaux comprendront :

- La fourniture et la pose d'une filière compacte béton de type SIMBIOSE THEBAULT 6 EH, ou équivalent y compris filtre
- Pose en sortie de 3 évacuations EU de 3 regards béton 30x30 et raccordement sur la filière et regard de collecte PVC Ø125 CR8
- L'ouverture d'une tranchée pour le raccordement électrique de la filière par gaine annelée Ø50
- La fourniture et la pose d'un filet avertisseur installée dans la tranchée
- Le remblaiement et le compactage mécanique

Localisation : Pour la filière compacte

2.6.4 Canalisations

Le titulaire du présent marché à sa charge la création des réseaux de canalisation, les travaux comprendront :

- L'ouverture d'une tranchée pour la création de canalisation
- La fourniture et la pose de tube PVC Ø125 CR8 pour rejet dans la Seine
- La mise en place d'un clapet de nez sur la canalisation
- Le remblaiement et le compactage mécanique

Localisation : Pour les canalisations

2.6.5 Puisard

Le titulaire du présent marché à sa charge la création d'un puisard, les travaux comprendront :

- L'ouverture d'une fouille pour la mise en place d'un puisard
- L'évacuation et la mise en décharge de la terre
- Le stockage sur site des terres
- La fourniture et la pose d'un puisard en buses annelées béton Ø900
- Le remblaiement périphérique par gravillons (drainant)
- La pose d'un tissu anti contaminant
- Le remblaiement et le compactage mécanique
- Le raccordement du réseau EP au puisard par tube PVC Ø125

Localisation : Pour le puisard

2.6.6 Regards de chute

Le titulaire du présent marché à sa charge la création de regard de chute, les travaux comprendront :

- La dépose des pavés
- La découpe du béton dans la cour
- L'ouverture de tranchée pour le raccordement des regards au puisard
- La fourniture et la pose de 3 regards de chute en béton 30x30 avec tampon en fonte
- Le raccordement des 3 regards au puisard par tube PVC Ø125
- Le remblaiement et le compactage mécanique
- La repose des pavés et la réfection du dallage béton

Localisation : Pour les regards de chute

2.7 DOE

Le DOE doit recenser toutes les informations nécessaires en vue de la réalisation éventuelle de travaux ou de maintenance. Il doit notamment récupérer ces informations auprès des différents intervenants au chantier (entreprises de bâtiment, bureaux d'études...).

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés est fixé à l'article 40 du CCAG travaux (Cahier des Clauses Administratives Générales) du Code des Marchés Publics. Il doit comporter au minimum :

- les plans d'exécution conformes à l'ouvrage exécuté,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance.

On peut également y ajouter d'autres documents tels que :

- les fiches techniques des produits utilisés,
- les matériaux utilisés,
- les avis techniques et ATEx éventuels,
- les notices d'entretien,
- les formations à l'utilisation des équipements et du matériel...

2.8 ESSAIS - RECEPTION

Tous les essais réglementaires devront être faits après achèvement complet des prestations et préalablement à la réception. Ils seront consignés dans un document remis le jour de la réception.

Lors de la réception de l'ensemble des travaux, les tests prévus par le C.S.T.B. pour les travaux mis en œuvre, seront effectués et consignés dans le document de réception.

Le maître d'œuvre /Maître d'ouvrage se réservent le droit de faire procéder à tous les essais nécessaires et d'en choisir la date. Le titulaire sera dûment convoqué et pourra se faire représenter. S'il n'est pas présent ou représenté, il sera passé outre, sans qu'il puisse élever de réclamation de ce chef. L'entrepreneur fournira outre le personnel nécessaire, qualifié, les appareils de contrôle appropriés.

En cas de litige ou de défaillance de l'entreprise, il sera procédé aux contrôles par un organisme spécialisé à la charge du titulaire. La parfaite conformité des équipements techniques, à la vue des normes et règlements actuels, sera également vérifiée avant toute réception définitive.

2.8.1 Essais préalables à la réception

Il sera vérifié par le titulaire :

- Les caractéristiques, qualités et conformités des fournitures.

2.8.2 Essais à la réception

A ce moment, il sera vérifié :

- L'état de fourniture et travaux,
- La qualité des prestations réalisées,
- Le repli total du chantier et la propreté des lieux,
- Les résultats des essais, des réglages effectués pour répondre au CCTP.

Le titulaire devra remédier à ses frais et sans délais aux anomalies constatées. En cas de retard ou de refus, l'entreprise se verrait refuser la réception des et il lui sera demandé des indemnités pour dommages causés en déductions des sommes dues. Tous les essais et vérifications effectués par l'entreprise seront consignés sur des procès-verbaux (Documents Techniques COPREC CONSTRUCTION d'octobre 1998). Ces documents seront communiqués au Maître d'œuvre/Maître d'ouvrage, bureau de contrôle s'il existe.

2.8.3 Garantie

Sur ces installations, le titulaire devra la garantie de parfait achèvement pendant la 1ère année et une garantie décennale au titre du clos et du couvert.

Durant ce délai et pendant toute la période de garantie, il devra remplacer à ses frais toutes les pièces non satisfaisantes, par suite de vice de construction, de montage, défaut de matière, usure anormale, sauf les cas d'usage défectueux par un tiers, et supporter les conséquences directes et indirectes qu'auraient occasionnés ces incidents.

Si après un délai raisonnablement fixé, les anomalies notifiées par un procès-verbal circonstancié n'étaient pas réparées, le maître d'ouvrage serait fondé à assurer la remise en état aux frais de l'entreprise qui demeurerait cependant responsable des installations.

2.9 ANNEXES

2.9.1 Pièces graphiques du projet : pièces de DP (plans, visuels 3D)